

Le chiffre > 100 Mds

100 milliards d'euros. C'est le montant des bénéfices des 40 plus grandes entreprises françaises en 2006. La même année, les 50 patrons les mieux payés ont gagné en moyenne 3,8 millions d'euros, l'équivalent de 316 années de Smic.

La situation >

Les dépenses de consommation des ménages représentent, chaque année, plus de la moitié (55 %) du produit intérieur brut (PIB). Il faut donc augmenter les salaires pour soutenir la consommation, qui constitue le principal moteur de la croissance.

Les actions >

Les salariés de Total en grève réclament leur part des bénéfices de l'entreprise, qui ont crevé le plafond avec plus de 12,5 milliards d'euros en 2006. Ceux des plates-formes logistiques de Conforama revendiquent 200 euros d'augmentation de salaires.



ice, qui sert de base pour le calcul des traitements, a chuté de 6,5% depuis 2000. Photo: Claude Candille

Stéphane a dit...



Stéphane est employé comme steward à la compagnie Air France/KLM et participe à toutes les actions syndicales pour la défense de son pouvoir d'achat.

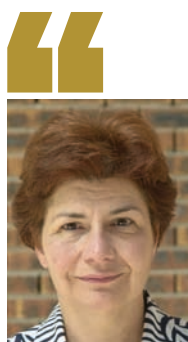
« C'est un métier que j'ai toujours voulu faire, un rêve de gosse. Pour les voyages, les rencontres, la volonté d'être utile également. » Stéphane est entré en 2001 à Air France, compagnie publique à l'époque. Il avait alors 24 ans, une licence en langues étrangères appliquées et le certificat sécurité sauvetage (CSS) en poche. Six ans plus tard, il aime toujours son métier. Mais on sent bien que sa motivation s'est émoussée. « Les conditions de travail sont devenues véritablement pénibles. Avant on était quatre PNC [personnel navigant commercial, ndlr] à bord, nous ne sommes plus que trois. La densité des rotations s'est considérablement accrue, les journées de travail sont plus longues et les périodes de repos plus courtes. On ne tient

pas compte du décalage horaire dans l'organisation du travail et nous sommes exténués. Vous savez, de nombreux PNC perdent leur licence pour cause d'inaptitude médicale. » Cette pénibilité du travail se conjugue avec un contentieux salarial particulièrement lourd. Les PNC sont recrutés avec un salaire de 1500 euros net par mois, sans distinction du travail le dimanche ou les jours fériés, à l'exception du 1^{er} mai. Stéphane, comme tous ses collègues entrés à Air France après 1994, figure dans la catégorie « B-Scale » (60 % des effectifs) à qui le PDG Christian Blanc a demandé en son temps de consentir des sacrifices pour « sauver » la compagnie alors en proie à certaines difficultés financières. « Les salaires ont été réduits de 30 % et la productivité a été accrue d'autant. La situation devait être transitoire, cependant le double statut chez les PNC subsiste. Pourtant, la

compagnie aujourd'hui privatisée est cotée au CAC 40 et se vante d'être celle qui gagne le plus d'argent au monde ! Son bénéfice net a doublé en l'espace d'un an, mais nous, on n'a rien vu venir. Nos salaires sont à la traîne par rapport à ceux de nos collègues de la Lufthansa, d'Air Italia, d'Iberia, de British Airways et même de Corsair ou de Britair, une filiale de notre compagnie. » Récemment, les hôtesses et stewards de la compagnie néerlandaise KLM – qui a fusionné avec Air France en 2004 – viennent d'obtenir des augmentations de 6,5 % avec des salaires d'embauche à hauteur de 1900 euros net par mois. Stéphane ne serait pas fâché s'il venait à la direction du groupe l'idée d'harmoniser les statuts. ■



Bernard Thibault a écrit à la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, pour réclamer une diminution des taxes compensant les hausses du prix des carburants. Photo: DR



Le nombre de dossiers de surendettement est passé de 165 500 en 2003 à 184 866 en 2006 et 15 % des ménages français ont des difficultés à rembourser leurs dettes

Pierrette Crosemarie, rapporteur (CGT) d'un avis sur le surendettement au Conseil économique et social. Photo: Olivier Perriraz

Le président du pouvoir d'achat

Nicolas Sarkozy s'est autoproclamé le candidat du pouvoir d'achat pendant la présidentielle.

« Sur 25 ans, l'augmentation des prix a fait baisser le niveau de vie des salariés, malgré la hausse apparente des salaires », écrivait-il dans son livre de campagne. « Le but de la politique que je propose n'est pas de maintenir stable le pouvoir d'achat, il est de l'augmenter. Le but, ce n'est pas la stagnation, c'est le progrès. Le but, ce n'est pas le minimum, mais le maximum. » Qu'en est-il six mois plus tard ? Il y a eu l'instauration du bouclier fiscal (c'est-à-dire un plafond d'imposition pour les plus riches), la réduction de l'impôt sur la fortune et le refus d'accorder un coup de pouce au Smic. Il y a eu l'affaire des délits d'initiés chez EADS et la mise en place d'un groupe de travail sur la « dépenalisation » du droit des affaires. Il y a eu l'annonce des franchises médicales et la flambée du prix des carburants qui abonde au passage les caisses de l'État... Mais le pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des chômeurs n'a pas augmenté d'un iota. Seul le salaire du président de la République a fait un bond de 172 %, mais ce n'était pas dans le programme.